

## Des tensions sociales accrues et un président "extrêmement hostile" à l'OEB

Kluwer Patent blogger/May 3, 2022 /Laisser un commentaire

Les tensions sociales à l'Office européen des brevets semblent avoir atteint de nouveaux sommets lors d'une réunion la semaine dernière entre un président de l'OEB "extrêmement hostile", Antonio Campinos, et les représentants du personnel.



Dans une lettre relative à cet événement, envoyée aux membres du personnel la semaine dernière, le Comité central du personnel (CCP) écrit que l'atmosphère de la réunion du Comité consultatif général (CCG) du 26 avril était "épouvantable". Le président a utilisé un langage grossier tout au long de la réunion, employant des jurons dans plusieurs langues, et a insulté la plupart des intervenants. Les membres du CSC n'ont pas seulement été interrompus mais empêchés de s'exprimer à plusieurs reprises lorsque le contenu n'était pas favorable aux politiques du président ou lorsque la manière de le présenter ne lui convenait pas.

L'hostilité manifestée par le président était si extrême qu'il a été prié à plusieurs reprises, par les deux représentants du personnel et même par un membre de l'administration, d'essayer de poursuivre la réunion d'une manière plus respectueuse. (...)

Il est difficile d'exprimer le degré de manque de professionnalisme dont on a fait preuve au cours de cette réunion. Pour tenter de le faire, nous notons une seule des phrases utilisées par le président:

*"Vous n'aurez jamais une personne aussi gentille comme président pour les 50 prochaines années, putain de \*\*\*\*\*. Alors réveillez-vous et passez des accords avec moi, ou vous n'en aurez jamais pour votre putain de vie."*

Avec le temps, nous constatons que le niveau d'irrespect à notre égard s'est accru. Nous ne pouvons pas continuer à permettre cette escalade. Conformément à l'article 38(5) du règlement de service, les discussions du CCG sont enregistrées, et en tant que tel, nous demandons que cet enregistrement soit rendu disponible pour permettre une transparence totale.

Une réunion menée dans de telles conditions, où les arguments n'ont pas pu être échangés et où il n'a pas été possible de répondre aux questions, ne peut être considérée comme ayant donné lieu à une consultation significative. Il était également évident que le président n'avait absolument pas l'intention de tenir compte des arguments que nous lui avons présentés.

C'est la raison pour laquelle les membres de la CSC du GCC lui ont envoyé une lettre demandant de convoquer à nouveau une réunion du GCC afin de pouvoir discuter des documents mis à l'ordre du jour".

En réponse à une question de Kluwer IP Law, un porte-parole a déclaré que l'OEB réagirait d'abord aux événements dans une note interne, qui devrait être diffusée demain, et serait ensuite communiquée.

Cependant, il est d'ores et déjà clair que les relations entre le personnel (représentants) et la direction se sont détériorées jusqu'à atteindre des niveaux profondément inquiétants, et le président Campinos n'a pas du tout réussi à mettre fin aux problèmes sociaux qui caractérisaient l'époque de son prédécesseur Benoit Battistelli.

Les tensions sont montées entre autres en raison d'une série de jugements du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (TAOIT) en 2021 et début 2022. Dans l'un d'eux, il a déclaré que [Battistelli avait abusé de son pouvoir de diverses manières](#) lorsque et après avoir mis en œuvre de nouvelles règles en juillet 2013 pour restreindre les droits de grève des membres du personnel. Selon une autre décision, l'OEB a [violé le droit fondamental de libre association de son personnel](#) en 2014 en donnant à Battistelli le pouvoir de déterminer les conditions détaillées relatives aux élections du comité du personnel.

Ces jugements et d'autres questions ont conduit à des [actions industrielles](#), appelées par le syndicat SUEPO au début de l'année, qui ont culminé par une grève le 22 mars 2022, lors de la réunion du Conseil d'administration de l'OEB.

Les réunions du Comité consultatif général ont lieu plusieurs fois par an, en fonction de la nécessité pour l'OEB de présenter des changements de politique au Conseil d'administration. La semaine dernière, la politique de mobilité était à l'ordre du jour. Le CCG est le seul groupe statutaire où est organisée la consultation des représentants du personnel (le Comité central du personnel) et de l'encadrement supérieur. L'objectif est de permettre l'échange, les commentaires et les améliorations des propositions de la direction avant leur soumission pour approbation par le Conseil d'administration.